

*Initiatives ministérielles*

pénaliser les étudiants pour les problèmes qu'il a lui-même créés.

Je voudrais aussi m'arrêter un moment sur les modifications que va apporter le projet de loi C-76 à la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Je sais qu'un autre projet de loi allant encore plus loin que les changements proposés dans le projet de loi C-76 a été présenté à la Chambre.

Cependant, je dois dire encore une fois au gouvernement que les changements apportés dans le projet C-76 à la Loi sur les prêts aux petites entreprises sont positifs en ce sens qu'ils permettent de tenir compte de la réalité à laquelle font face les petites entreprises, à savoir qu'il faut porter le montant maximum fixé par le projet de loi C-93 ou C-98, enfin bref la Loi sur les prêts aux petites entreprises, de 100 000 à 200 000 \$.

Or, ce n'est pas la Loi sur les prêts aux petites entreprises qui pose en fait le plus gros problème aux petites entreprises. C'est une loi mal connue. Les banquiers ne la mettent pas de l'avant. Ils ne s'en servent pas autant qu'on le voudrait. Le fait est que les petites entreprises ont des problèmes non pas à obtenir des prêts de 100 000 ou de 200 000 \$, mais des prêts de 20 000, 25 000, 30 000 et 35 000 \$ dont elles ont besoin pour créer la richesse et les débouchés qui à leur tour leur permettront d'engager davantage de gens.

• (1640)

Elles ont besoin d'un fonds de roulement. Elles ont besoin d'une institution financière qui les aide. Les petites entreprises, ces hommes et ces femmes qui sont prêts à investir dans leur pays, dans leur entreprise, sont à l'origine de 80 p. 100 des emplois créés dans ce pays. Elles sont prêtes à prendre des risques, à engager des gens.

Le projet de loi C-76 et les amendements ne vont pas assez loin. Le gouvernement devrait venir en aide aux gens qui sont prêts à investir dans leur propre entreprise, à assurer des emplois, à créer la richesse qui en fait permet à l'économie nationale de tourner.

Le gouvernement ne doit pas défendre les petites entreprises en paroles seulement. Il ne doit pas se contenter de faire des retouches ici et là. Il doit faire beaucoup plus. Il doit accorder un plus grand soutien aux petites entreprises, non seulement en leur consentant l'aide et les prêts dont elles ont besoin, en obligeant les banques à leur prêter les capitaux requis pour leur permettre de créer la richesse et des emplois, mais aussi en

réduisant la paperasserie, les taxes et en simplifiant toutes les formalités administratives qui sont pour elles un véritable cauchemar.

Ce sont les petites entreprises qui créent les emplois. Le gouvernement se plaît à dire que ce n'est pas le rôle d'un gouvernement, que c'est la responsabilité des petites entreprises, du secteur privé. Pourquoi ne pas laisser les petites entreprises tranquilles? Pourquoi, au contraire, ne pas les aider pour leur permettre de créer la richesse et les emplois nécessaires au redressement de l'économie?

**M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai l'intention de m'attarder aujourd'hui sur ce que je considère être l'aspect le plus controversé de ce projet de loi, à l'étape du rapport.

Le gouvernement actuel comprend mal la situation financière des étudiants. Si le gouvernement pense un seul instant que l'enseignement, les prêts aux étudiants et le reste sont trop coûteux, eh bien nous verrons ce qu'il en sera lorsqu'il comprendra le coût de l'ignorance.

Les étudiants visés viennent de l'Université McMaster, dans ma circonscription d'Hamilton-Ouest, du collège Mohawk ou de n'importe lequel des autres collèges, et établissements d'enseignement qu'on retrouve dans la région.

**Une voix:** L'Université Western.

**M. Keyes:** En effet, l'Université Western, dans la ville de mon collègue, London en Ontario et l'Université Guelph un peu plus loin.

Les étudiants demandent ces prêts, car ils savent au fond d'eux-mêmes qu'ils ont la possibilité de se perfectionner. Ils n'ignorent pas que si on leur en donne la chance, ils s'instruiront, ce qui leur permettra ensuite de se lancer dans le domaine qu'ils ont choisi en ayant les compétences voulues.

À l'heure actuelle, dès le départ, les jeunes doivent réfléchir un instant. Malheureusement, beaucoup d'entre eux ne peuvent choisir leur université à cause de leur situation financière. Ils sont parfois incapables d'aller à l'école pendant un, deux ou trois ans. Il leur arrive également d'être forcés d'épargner afin d'aller à l'université ou de fréquenter une école postsecondaire ou tout autre établissement d'enseignement.

Bien entendu, c'est tout à fait inacceptable, quels que soient vos critères. Lorsque des étudiants finissent en 12<sup>e</sup> année ou, en Ontario, en 13<sup>e</sup> année, ils ont la possibilité de s'inscrire à l'université. Cependant, certains ne peu-